

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Si-le-scandale-de-l-Argentine-explose-tout-le-monde-perd>

# **Si le scandale de l'Argentine explose, tout le monde perd.**

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mercredi 13 novembre 2002

Date de parution : 27 septembre 0

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les analystes sont d'accord pour dire que les menaces du FMI sont plus des réprimandes que de véritables possibles châtiments. Si l'Argentine explose cela n'arrange personne.**

**Par David Cufre**

**« Cela ne convient à personne que l'Argentine soit en défaut. Les menaces de graves châtiments ne sont que des éléments de dissuasion pour qu'un pays ne s'arrête pas de payer. C'est comme la menace d'une guerre nucléaire, si elle tout le monde perd »**, interprète l'économiste Martin Hourest, de l'Institut d'Etudes et Formation de CTA (syndicat). La première conclusion des trois économistes consultés par Pagina 12 est qu'il y a encore de l'espace pour trouver un accord avec le FMI, même si le Gouvernement dit qu'il suspendra les remboursements et que le FMI a averti des conséquences de cette décision. Ainsi comme Martin Hourest, Miguel Peirano de l'Union Industriel Argentine et Marcó del Pont de FIDE Consulting, ont soutenu qu'il ne faut pas écarter la possibilité d'un accord de dernière minute, même minimum, pour empêcher d'entrer en cessation de paiements face aux organismes de crédits.

La Banque Mondiale et la BID sont les plus intéressées à ce que le sang ne coule pas jusqu'à la rivière, compte tenu du fait qu'elles souffriront en plus grande partie du non remboursement. Les deux entités sont fortement exposées en Argentine et par leur statut contrairement au FMI, elles ne peuvent pas reprogrammer les remboursements des pays débiteurs. Une autre différence réside dans le fait qu'elles sont financées par les marchés de capitaux et reçoivent une notation des agences internationales. La chute d'un de leurs principaux débiteurs les placerait en difficulté.

Hourest a signalé que le Gouvernement devrait profiter de cette situation pour *« briser le front des crédateurs »*. L'économiste a rappelé que ces organismes sont attachés au jugement du FMI depuis la crise de la dette de années 80, quand la communauté financière internationale a pris comme stratégie la centralisation des négociations des dettes par le FMI avec les pays endettés. Dans la conjoncture actuelle l'Argentine devrait avancer contre cette logique et établir des canaux de communication séparés.

Un autre argument qui plaiderait en faveur d'un accord *in fine*, c'est que sans cet accord le FMI laisserait les mains libres au Gouvernement pour appliquer la politique qu'il voudrait. Ce que suggèrent plusieurs directeurs de l'organisme, bien que la ligne directrice actuelle, sous la houlette, Horst Koehler et Anne Krueger campe sur la position la plus radicale. Si cette ligne finit par s'imposer et si le Gouvernement maintient la décision de ne pas rembourser, les punitions ne seraient si catastrophiques à court terme.

Pour Miguel Peirano, cela aurait certainement un impact sur les prévisions des opérateurs économiques et de la population en général, se traduisant par une demande de dollars. Mais Roberto Lavagna pourrait contrôler la situation s'il *« exerce une forte pression pour le rapatriement des devises des exportations, en évitant tout mécanisme de sortie de devises, comme ce qu'il utilise avec les AFJP (Fonds de Pension) »*.

Il va de soi que le Gouvernement doit corriger sa politique pour s'adapter à la nouvelle donne car s'il continue comme jusqu'à maintenant, la situation risque de lui échapper. Mais les plus grands problèmes ne se trouvent pas dans le domaine commercial. Hourest a signalé que la structure exportatrice s'appuie sur des grands opérateurs céréaliers, compagnies transnationales et sur le secteur industriel de la construction automobile. Pour tant, le défaut avec les Organismes Internationaux ne produirait pas un changement par rapport à la situation actuelle. *« Beaucoup d'entreprises ont fait faillite avant l'Etat et rien est arrivé »* ajoute l'économiste de la CTA.

Mercedes Marcó del Pont est d'accord avec le précédent point de vue, mais prévient quant aux répercussions à moyen terme. *« Je ne crois pas que le non remboursement provoque un fort tremblement dans l'immédiat, mais cela »*

*n'est pas un bon point pour aucun Gouvernement qui veuille développer une stratégie de réactivation de son économie* » affirme-elle. Mais avant de parler de défaut, elle et ses collègues trouvent incompréhensibles que le Gouvernement ne fasse rien pour récupérer son surplus commercial et pour empêcher la fuite de devises. Ce qui, selon elle devrait être le premier soucis de Lavagna, au-delà de se qu'on peut faire avec le FMI. De même pour les compagnies pétrolières qui devraient encaisser entièrement les exportations en Argentine, au lieu de le faire jusqu'à un 70% à l'étranger.

Par rapport au défaut en soi, tout le monde est d'accord en que c'est le FMI qui force le Gouvernement à tomber dans cette situation. « Le FMI a annoncé qu'il prêterait de l'argent au secteur qui voudrait faire tomber Hugo Chávez sans attendre qu'on lui présente le minimum d'une politique économique. Il prête à la Russie avec les mafias installées au pouvoir. Il prête à la Turquie pour des objectifs militaires, comment on peut voir maintenant. Même chose quand il donné son appui à l'Argentine dans les années où elle appliquait des politiques économiques inconsistantes. Cela démontre que c'est faux que les arguments du FMI sont techniques, ils sont purement politiques » nous dit Miguel Peirano.

*Post-scriptum :*

*Version en espagnol - Versión en español :* [ICI-AQUI](#)